

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 172 - VENDREDI 22 MARS 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Angela Davis à Paris :
sa combativité nous rajeunit ! ●



AGENDA MILITANT

→ 23 mars

Saint-Ouen [AlternativeS
ou alternative au singulier ?](#)

→ 28 mars

Montluçon [L'homme peut-il prendre
en main son destin ?](#)

→ 30 mars

Paris [Séminaire communisme, 2^e séance
et représentation de l'Héritage](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Les Territoires**

[Une autre décentralisation](#), Roger Martelli

→ **Carte blanche**

[La grandeur d'un homme de droit](#), Serge
Grossvak

→ **Rencontres, à lire**

[Le "Temps des Cerises" en danger](#)

→ **Rencontres, à voir**

[Bienvenue à Paristan](#)

Un syndicat acteur du Travail en temps de crise

La CGT agit pour le Travail, puisqu'elle s'est ainsi nommée dès son origine – Confédération générale du travail. Se déclarer ainsi revient à dire qu'elle ne se contente pas de porter les intérêts de telle couche du salariat, de telle catégorie de travailleurs, mais de l'ensemble de ce qui s'oppose au Capital, de par sa place dans la production.

Son nom ne comporte pas non plus une référence nationale, puisqu'elle est orientée vers l'organisation de tous les salariés présents sur le sol national, mais sans distinction sur leurs origines d'aucune sorte.

A l'ordre du jour de Toulouse, à son 50^e congrès, la CGT n'a pas prévu de changer de dénomination. Représenter le Travail est un challenge, un horizon, un parti pris de l'avenir. Le Capital lui mène la vie dure, d'autant qu'il connaît une de ces fameuses crises dont la comparaison avec celle de 1929 n'est ni exagérée ni inadéquate.

La représentation du Travail connaît elle aussi la concurrence. Dans la tradition du fascisme français, le Front national prétend parler au nom des invisibles, des oubliés, dès lors qu'ils sont français de souche et qu'ils acceptent d'entrer en opposition avec les immigrés. La CFDT de 2013 aspire à incarner un syndicalisme de contrats qui, appuyant la politique du gouvernement, espère dépasser les conflits de classes par le partenariat social.

Mais l'opposition à la représentation du Travail vient d'abord – est-ce une surprise ? – de la résistance historique du patronat, parmi lequel celui des TPE et PME est particulièrement vindicatif. La CGT ne connaît pas de répit dans ses efforts d'implantation, elle se heurte toujours à une répression qui ne se dément pas. Telle est la cause principale de la pauvreté insigne du taux de syndicalisation dans le pays.

Reste une autre cause, un Himalaya, la capacité du Capital à constituer une armée de chômeurs. Le droit de propriété est sans borne, et c'est en son nom que les états majors de groupes multinationaux comme les toutes petites entreprises sont capables de détruire les emplois d'un simple geste. Sans autre forme de procès. Quelle légitimité ? Celle qui confère au propriétaire le droit d'écraser tous les autres.

Tel était le rendez-vous toulousain de la CGT du 18 au 22 mars. La soif de parole des délégués et la teneur des échanges montrent que le nécessaire débat va s'amplifier. Une politique d'austérité sans fin conduisant à une société sans travail l'impose.

● **Pascal Lefèbvre**, syndicaliste



Pour une bataille de l'information

De quoi l' "information" est-elle le nom ? Marchandisation, idéologie dominante, uniformisation de l'image et des contenus des "grands médias"... la bataille pour une information outil de l'émancipation est plus qu'urgente. Un plaidoyer prononcé par Jean Gersin, syndicaliste.

L'information est enserrée dans une industrie des biens culturels et de communication de masse, régie par les normes communes aux entreprises à l'ère du libéralisme économique et politique. Y triomphent les gestionnaires qui placent au centre de ces sociétés de production d'informations les

normes de rentabilité interne. Tel est le tribut payé à la domination des Bouygues, Dassault, Seydoux, Bolloré, Bernard Arnault, Crédit Mutuel, Crédit agricole, Niel, mais également des géants du Net, Google, Facebook, Apple, Yahoo...

La production de l'information ne saurait être réduite, pour autant, au seul point de vue de sa rentabilité immédiate. Bien sûr que l'information est ravalée au rang d'une "marchandise ordinaire", selon l'expression mille fois répétée. Mais l'aspect le plus remarquable,

c'est qu'elle est surdéterminée par l'idéologie propre à glorifier les propriétaires de cette industrie, et par dessus tout à conforter un système global fondé sur une mondialisation libérale spécialement destructrice. Ce système d'une froideur crépusculaire et d'un

L'information est surdéterminée par l'idéologie propre à conforter un système global fondé sur une mondialisation libérale spécialement destructrice.

égoïsme himalayen, plus que jamais, a un impérieux besoin de contrôle des médias pour fabriquer les artifices de sa légitimité défaillante.

L'information a comme fonction d'installer les consommateurs dans un présent perpétuel, qui élimine toute capacité de projection dans un futur alternatif. Elle éta-

blit un rapport obsessionnel à un passé ripoliné à sa mesure, devenu lui-même marchandises débitées en tranches de séquences nostalgie, de commémorations convenues, de bréviaires perpétuels des idées reçues, d'obligations mémorielles calibrées. L'information,

en plus de fournir un véhicule à l'émotion immédiate, affirme jour après jour que *TINA, There Is No Alternative*. Tout au plus conviendrait-il de

L'uniformisation de la forme marchande de l'information offre à ses producteurs la possibilité de masquer les rapports sociaux de domination tout en pratiquant cette domination.

réformer, savoir réformer, lever les obstacles aux réformes, mot magique pour dire qu'en somme il n'est envisageable que de corriger à la marge le seul système possible. Voilà pourquoi l'histoire est évacuée, le temps de l'information s'accélère pour jouer un rôle hypnotique, à l'instar des lasers et des spots des boîtes de nuit.

Le principe entrepreneurial de la compétitivité, c'est-à-dire la nouvelle raison du monde, a saisi le langage de l'information. Les écoles de journalisme ont intégré les cours de gestion, et les universités sont sommées de répondre elles-mêmes ●●●



« ...un passé ripoliné, devenu lui-même marchandises débitées en tranches de séquences nostalgie... »

●●● aux injonctions de la rentabilité, tant pour leurs propres comptes que pour leurs contenus. Si le point de vue critique n'est pas totalement évacué des lieux de formation, les mass médias font, elles, la part belle aux experts.

Les figures du journaliste indépendant, engagé, ou de l'intellectuel critique ont cédé le pas à une théorie d'experts en tout genre, qui, au gré des événements, sortent des placards et font la tournée des médias pour y dispenser quelques banalités bien senties.

Ainsi l'espace public, qui au XX^e siècle conférait au journaliste et à l'intellectuel la possibilité de jouer un rôle intermédiaire entre la société civile et l'État, est réduit au marché. Les experts, qui peuvent être parfois des spécialistes par ailleurs respectables, voient leur rôle prédéfini et intangible : ils distillent leur savoir supposé au service de l'espace marchand de l'information, excluant tout point de vue critique. Les sociétés d'information attendent d'eux une posture équilibrée, pesant savamment les patates dans un commentaire érigé en neutralité de principe et de façade. L'expert est le savant de la cour du prince. Les politologues, une espèce très en vogue d'experts, scrutent à loisir

les paroles, les votes, les soubresauts des partis comme s'ils étaient des naturalistes disséquant des batraciens. Ils occupent la place de commentateurs s'estimant mieux avisés que les militants, espèces à exclure, à fustiger ou à moquer, au nom de l'idéologie de la fin des idéologies. Il en va de même pour

**En soi le Net
n'est pas
une utopie créatrice,
mais seulement
le vecteur possible
d'une nouvelle
espérance.
À condition
de la façonner.**

les experts sociaux, issus des cabinets d'expertise comptable ou des officines sociales des ministères et des entreprises. En météorologues autoproclamés du monde du Travail, ils arrosent de leur eau tiède la moindre lutte, le moindre fait social. Au sein d'un ensemble déterminé par le périmètre suivant :

comme il va de soi qu'il ne peut y avoir de solution alternative, il convient de conforter le meilleur des mondes possibles, celui que nous subissons. Alors subissez-le !

L'autre membre du couple à l'honneur dans l'industrie de masse de l'information est facile à identifier, ce sont les services de communication.

De la star du sport à l'état major des armées en passant par l'Elysée et le groupe industriel, les agents de communication dessinent un écran sur lequel ils projettent les vérités concoctées dans leurs officines. Allez donc voir au Mali pour vous faire une véritable opinion indépendante sur la guerre. Le moindre son, la moindre image, toutes paroles passent par la communication officielle de l'armée de métier. Le Vatican, les produits William Saurin ou Areva procèdent de la même manière. Les mass médias attendent de l'expert un ton bien tempéré, qui au fond n'est qu'un bavardage superficiel et de diversion sur des événements complexes.

Le couple experts+officines de communication a réussi à brider depuis des années tout débat économique, alors que le système est en proie ●●●

« Les experts distillent leur savoir supposé au service de l'espace marchand de l'information, excluant tout point de vue critique. »



De la promiscuité de l'information, de la finance et de l'industrie

La patte du Crédit Agricole

UNI éditions est la filiale presse du Crédit Agricole, 90 millions de chiffre d'affaires en 2012, 15 % de rentabilité net.

Les titres : *Dossier familial*, *Santé Magazine*, *I comme Info*, *Détours en France*, *Détente Jardin*, *Maison créative*, *Régal*, *Bottin Gourmand*.

Dossier familial et *Santé Magazine* connaissent un développement numérique sous forme de sites.

Par un heureux hasard, *Dossier familial* est classé "Informations politiques et générales", ouvrant ainsi accès aux aides publiques à la presse.

Dans une holding, le Crédit Agricole apparaît comme l'un des bailleurs de fonds du groupe Rossel

qui, présent aux Pays Bas, en Belgique (*Le Soir* de Bruxelles), désigné par le gouvernement comme le repreneur privilégié des titres Hersant, s'est assuré le contrôle de *L'Union* (Reims), *L'Est Eclair*, *L'Aisne Nouvelle*.

Il contrôle *La Voix du Nord*, *Nord Eclair*, un gratuit d'informations générales et la déclinaison des titres sur le web. Rossel est loin d'avoir achevé sa conquête des titres à vendre sur le marché français.

Le Crédit Mutuel et son empire de presse

Dans les années 70, le Crédit Mutuel prend possession de *L'Alsace-Le Pays* (Mulhouse).

Aujourd'hui, il possède *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* (Strasbourg), *Le Républicain lorrain* (Metz), *L'Est républicain* (Nancy), *Le Bien Public* (Dijon) et *Le Journal de Saône-et-Loire* (fusionnés de-

puis, les deux doyens de la presse quotidienne en France), *Le Progrès* (Lyon), *La Tribune-Le Progrès* (Saint-Etienne), *Le Dauphiné libéré* (Grenoble).

Le déclin du Monde

En juin 2010, Xavier Niel s'associe avec Pierre Bergé et Matthieu Pigasse pour racheter le quotidien *Le Monde*. La BNP finance l'affaire. C'en est fait du pouvoir de la société des rédacteurs. Son parcours est plus connu dans le monde des start-up, et sa réussite dans Free, fournisseur d'accès à Internet.

Les industriels et l'information

Bouygues, l'un des deux empereurs mondiaux, du bâtiment-travaux-publics, possède *TF1*, ses filiales nombreuses, et *Metro*, le gratuit d'informations générales.

Bolloré, présent dans 43 pays africains (presque tous !) et qui forme avec Bouygues le tandem B and B qui a privatisé la Françafrique de l'État français, possède les gratuits *Direct Matin*.

Dassault, dont l'activité aéronautique militaire dépend exclusivement de l'État (Rafale, drones, systèmes électroniques), possède le groupe *Le Figaro*, qui comprend outre le quotidien et ses magazines, nombre de sites rentables, comme *Bazar Chic* ou *Doctissimo*. **Le fils Dassault** dirige le groupe Valmonde, éditeur de *Valeurs actuelles*.

Bernard Arnault, l'une des plus grandes fortunes de la planète, contrôle le quotidien *Les Échos*. ● J.G.

●●● à des convulsions sans fin. Les économistes attirés du pouvoir ont évacué les économistes atterrés, ou tout autre voie émanant d'une école un tant soit peu contestatrice de l'ordre marchand. C'est certainement sur ce terrain que l'imposture médiatique est la plus pernicieuse. La corporation des communicants et la guilde des experts participent à la même chorale, au même unisson : « *Que voulez-vous Madame Michu, c'est comme ça, faut y passer, y a rien d'autre à faire...* »

L'industrie de l'information de masse joue sur l'intériorisation de la défaite. Dans les rangs du mouvement qu'on nommait naguère ouvrier, partis, associations et syndicats, la figure du militant "en prise" avec son environnement social se doublait d'un journal, quotidien de préférence. Mais aujourd'hui, toute une génération de militants du mouvement ouvrier peine à envisager l'avenir, tant elle a intériorisé les défaites du XX siècle. 1989, bicentenaire de la Révolution, a été l'année de l'effondrement

du mur de Berlin. 10 ans auparavant, en 1979, celles et ceux, ivres de bonheur à la vue de l'entrée du char du Vietcong dans l'enceinte de l'ambassade US de Saïgon (1975), ont découvert les charniers de Pol Pot et des Khmers rouges. Sans parler de la disparition dans les sables mitterrandiens de l'espoir de l'Union de la gauche et du Programme commun. Pour beaucoup d'autres, toutes les révolutions du XX^e siècle se sont retournées en leur contraire.

D'ailleurs, la lucidité commande ●●●

Mali : à Tessalit avec les troupes françaises



« Le moindre son, la moindre image, toutes paroles passent par la communication officielle de l'armée de métier. »

●●● de discerner parmi les experts ceux - ils sont nombreux - qui ont tourné casaque, à la faveur des désillusions dont ils ont fait commerce.

« Comment oser parler d'avenir dans les médias avec ce passé-là ? », se demande-t-on. Comme si l'histoire s'était vraiment arrêtée avec la fin du XX^e siècle ! Comme si le livre noir du capitalisme s'était refermé sur un *happy end* !

En ces temps incertains où l'avenir se dérobe, l'industrie des biens culturels et informatifs de masse propulse sur le devant de la scène les personnages habilités à obtenir «une visibilité médiatique». Et assassine les autres. Dès lors, dans les partis traditionnels, les communicants prennent la place des militants, les "think tanks" celle de l'intellectuel collectif que devrait être l'organisation, du moins celle du mouvement ouvrier.

La neutralisation de la pensée politique s'opère par la réduction de tout programme à une somme de tactiques

électorales calibrées pour le passage dans les médias. Les *think tanks* rivalisent de platitudes, d'abandon de toute

Mener la bataille de l'information revient à poser l'affrontement idéologique en d'autres termes que la manière de conquérir une exposition médiatique de porte-paroles si talentueux soient-ils.

audace, et fournissent le terrain le plus fertile à l'extrême droite, c'est-à-dire le conformisme le plus plat de la pensée de l'"establishment".

Ainsi s'opère une mutation des partis dans leur attitude à l'égard

de l'information. Ils calculent la visibilité dont ils pourraient profiter, le *buzz* qu'ils pourraient déclencher. Comme but en soi. Comme existence médiatique substitut de l'existence réelle, de l'espérance de peser dans les choix de la cité.

Il n'y a pas de neutralité ni des technologies numériques ni du Net. Le capitalisme d'après les Trente Glorieuses abandonne l'organisation fordiste du travail et privilégie la structure en réseaux globalisés. S'établissent des affinités électives entre le mode de production et les nouvelles technologies de l'information et de la communication, qu'il affectionne de présenter comme sa création, son génie en marche.

En fait le Net ne représente ni l'enfer ni le paradis. Terre de merveilles comme le Lot, il élargit à une masse considérable de gens l'accès à des biens culturels autrefois hors de portée. De façon incontestable, les générations du Net ●●●

●●● en savent plus, d'autant qu'elles connaissent en même temps l'accès à l'université de masse. Elles considèrent à bon droit le Net comme un espace de liberté et d'accès garanti à la culture et à l'information. Le Net est le support d'un renouveau de la bataille de l'information, en témoigne *Médiapart* et quelques autres initiatives éditoriales.

Dans le même temps, le "*World Wide Web*" charrie une quantité sans précédent de scories de la société globale. Rumeurs, calomnies, racisme et homophobie, fausses nouvelles, opérations publicitaires cachées et permanentes, tous les coups sont permis dans la partie sombre du Net.

C'est dire qu'en soi le Net n'est pas une utopie créatrice, mais seulement le vecteur possible d'une nouvelle espérance. À condition de la façonner.

Conclusion

L'uniformisation de la forme marchande de l'information offre à ses producteurs la possibilité de masquer les rapports sociaux de domination tout en pratiquant cette domination. Voilà qui à nos yeux valide la critique de l'idéologie qui y transite. C'est pourquoi la bataille de l'information est un des débouchés naturels d'un discours de l'espérance et de l'émancipation sociale. Mener cette bataille revient à poser l'affrontement idéologique

en d'autres termes que la manière de conquérir une exposition médiatique de porte-paroles, si talentueux soient-ils. Il s'agit moins de recettes d'utilisation des tuyaux que d'affrontements idéologiques. Et tant pis si nous nous trouvons dans la position fameuse du pot de terre contre le pot de fer. Du temps de la Ronéo et du stencil, nous disposions de bien moins de moyens, mais de bien plus d'espoir. C'est par ce bout-là, l'espoir, qu'il faut recommencer. Et nous ferons des étincelles médiatiques...

● Jean Gersin,
syndicaliste



Le "cas" Chavez ou le lynchage médiatique

Comme le notait l'association Acrimed, un ministre, le vendredi 8 mars 2013, interrogé pas *Europe 1* à l'occasion des obsèques d'Hugo Chavez, a déclaré : « *Moi je dis, et ça pourra m'être reproché, (...) que le monde gagnerait à avoir beaucoup de dictateurs comme Hugo Chavez puisqu'on prétend que c'est un dictateur. Il a pendant ces 14 ans respecté les droits de l'Homme.* »

N'importe quel journaliste, passé ou non par les écoles reconnues par la profession, pouvait comprendre que le ministre des Outre-mer, Victorin Lurel, entendait ainsi contester qu'Hugo Chavez était un "dictateur", louer, ne serait-ce partiellement, sa politique et non faire l'éloge de sa "dictature".

N'importe quel journaliste, mais pas nombre de médias parmi les plus réputés. Ceux-ci optèrent pour des titres, voire, pour certains d'entre eux, pour des commentaires, laissant entendre que c'est bien une dictature que saluait le ministre. Et cette fable bénéficia d'une remarquable circulation circulaire.

Le Medef à la manoeuvre

Laurence Parisot a vivement dénoncé les déclarations du ministre Victorin Lurel le 10 mars. « *La déclaration du ministre Victorin Lurel est très choquante. Comment peut-on dire d'un homme qui était un dictateur, un démagogue, qui incarne le populisme dans toute son horreur, puisse avoir les qualités que prétend notre ministre ?* », s'est-elle indignée sur *France 3*.

Victorin Lurel, ministre des Outre-mer, représentait le gouvernement français aux obsèques de Hugo Chavez à Caracas et a confié son émotion à la presse après la cérémonie. Il a déclaré que si on ne pouvait « *pas être d'accord avec telle ou telle action de Hugo Chavez* », « *les gens sont*

fiers de ce qui a été fait en 14 ans » de présidence.

« *Toute chose égale par ailleurs, Chavez c'est de Gaulle plus Léon Blum. De Gaulle parce qu'il a changé fondamentalement les institutions et puis Léon Blum, c'est-à-dire le Front populaire, parce qu'il lutte contre les injustices* », a-t-il ajouté.

« *Je pense qu'il déshonore notre pays, je pense qu'il déshonore notre gouvernement en s'exprimant ainsi* », a réagi Laurence Parisot, emboîtant le pas de plusieurs députés de droite et du centre qui ont samedi dénoncé ces propos.

S'agissant du bilan économique de la présidence Chavez, Laurence Parisot a estimé qu'il n'avait pas su « *construire d'économie solide et durable à partir de cette richesse extraordinaire* » (le pétrole).

« *C'est même tout le contraire. Il a fait en sorte que toutes les élites quittent le pays. La dépendance du Venezuela du reste du monde est très grande. Ce pays importe tout, il ne fabrique rien* », a-t-elle souligné

Elle a enfin déclaré que le Venezuela avait besoin avant tout d'une « *vraie démocratie, d'un multipartisme* ». « *Il ne peut pas y avoir d'économie durable, prospère sans démocratie. Les deux sont intimement liés* », a-t-elle fait valoir.

Parisot Laurence, l'agent le plus nuisible d'un patronat rivé sur la défense de ses profits, qui, pour ce faire, n'hésitera pas à mettre au chômage autant de personnes qu'il faudra, se contente de paraître à la fin de l'opération médiatique anti-Chavez, pour en récolter les fruits. Encore fallait-il des médias aux ordres du Medef. C'est le cas.

● J.G.

Beppe Grillo, la crise et nous

Beppe Grillo populiste : épithète rapidement attribuée à quiconque sort des clous de la normalité institutionnelle. Lors de "C dans l'air", un *expert* explique ce qualificatif par le caractère *hors cadre* (sic) du personnage. Pour ne pas être populiste, il faut donc respecter une règle du jeu faite pour que les exploités soient perdants. Toute velléité de dépasser le cadre imposé serait hors propos. Ne pas faire du personnage le prophète de la Révolution, ne pas gommer une réelle confusion idéologique, n'empêche pas de s'interroger sur ce qui motive son électorat. On



Les Monti incubateurs des Grillo

dit qu'il mêle des électeurs de gauche et de Berlusconi. Pourquoi des électeurs de Berlusconi au moment où celui-ci avait le vent en poupe ?

Tous les partis traditionnels et au-delà le système actuel sont perçus comme faisant passer les peuples par les fourches caudines des exigences du capital. Tous les pays d'Europe sont confrontés non pas à l'impuissance des forces traditionnelles, ce serait dire qu'elles essaient, mais à un système politique qui sépare le citoyen de tout pouvoir sur son sort au moment où les réseaux sociaux témoignent d'une soif de s'en mêler. Même les partis les plus à gauche se sont enlisés dans la puissance absorbante des institutions.

Entre les Indignés, la mise en coopérative de Sea-France - au fait Sea-France marche bien -, la colère des Goodyear, la persévérance des Fralib, l'impact de Notre-Dame-des-Landes ou du mariage pour tous, c'est l'entrée en scène du hors-norme. En Italie, le hors norme s'est invité au moment électoral. Comme il l'avait fait au Venezuela.

Cette exigence de pouvoir sur soi est une vague de fond qui rend obsolète toutes les conceptions et méthodes politiques traditionnelles. Cette vague n'est pas limitée au seul fait que les promesses ne soient jamais tenues.

Toute l'époque sainte de phénomènes d'individuation : exigence d'égalité des femmes, des homosexuels, les Jeux olympiques des handicapés, droit de vote des étrangers... quant au management, il cherche à mieux capturer l'individu. Et la politique serait la seule pratique collective à ne pas changer ? Cette exigence de démocratie, de reconnaissance de soi, de maîtrise de son sort commence à dessiner la quête d'une communauté nouvelle. C'est ce qui a produit Beppe Grillo et a attiré des électeurs hier captés par les provocations de Berlusconi.

Le *hors cadre* peut donc mener à des lieux bien différents ou à des impasses. Que manque-t-il aux Indignés ou aux électeurs de Beppe Grillo ? À être hors cadre aussi dans le contenu.

Un sondage de l'IFOP vient à point : « *Le capitalisme est-il un système efficace ?* » OUI pour seulement 20 % des

sondés. « *Ce système doit-il être abandonné ?* », oui : 26 % (ah si le résultat du Front de Gauche avait été à

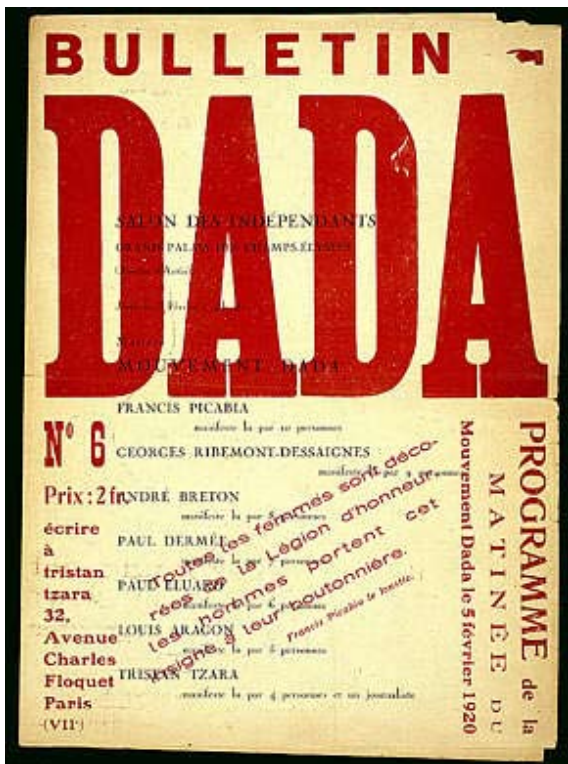
ce niveau !). « *Le système est mauvais mais il n'y en a pas d'autre* », disent 54 % des interrogés. Belle base de départ pour situer où doit se porter l'effort. Mais qui met cela en débat au cœur des luttes ? Si on en reste au refus des décisions des actionnaires de son entreprise, on s'en tient aux «abus» du capitalisme. Sarkozy les avait dénoncés à Toulon. Si vient la question du système et de son pouvoir, d'autres objectifs de luttes se dessinent. Le

Tous les pays d'Europe sont confrontés à un système politique qui sépare le citoyen de tout pouvoir sur son sort. Même les partis les plus à gauche se sont enlisés dans la puissance absorbante des institutions.

PDG de Renault annonce l'envoi de productions au Maroc : « *au Maroc ou nulle part* », dit-il. Lui contester cette décision ou lui disputer en actes son pouvoir de décision ne donnent pas les mêmes luttes. "Tous ensemble" est nécessaire mais ne dit pas tout. Ces luttes ont besoin de produire leur propre pensée. Ce n'est pas du temps perdu.



● Pierre Zarka



Le désir et la déraison

L'une des questions cruciales de notre temps que les artistes et les poètes du début du XX^e siècle ont mise à l'ordre du jour, mais qui est toujours d'actualité, est celle du rapport entre raison et sentiment. Il y a fort longtemps que le divorce entre l'un et l'autre paraît consommé. Il est lié au développement de la division du travail qui n'a cessé d'aller se perfectionnant depuis l'Antiquité. Du temps des Présocratiques, poésie et science, intuition et connaissance ne font qu'un dans une pensée déjà dialectique qui pratique l'unité des contraires comme en témoignent bien des fragments d'Héraclite, « *On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve* », « *Les immortels sont mortels et les mortels immortels* », « *Tout ce qui est contraire est utile* »... Puis l'un et l'autre se séparent, ce qui permet le développement de la science et de la philosophie. La pensée logique et technique recourt au principe de non-identité, A est différent de B. Le concept distingue et la science divise le réel pour mieux le maîtriser. Dans le même temps l'art et la poésie s'écartent de la magie pour devenir des pratiques esthétiques. Les différentes fonctions

de l'esprit humain se séparent, se spécialisent et gagnent leur autonomie. Le beau, le bon et le bien ne sont plus une seule et même chose.

Mais demeure jusqu'à aujourd'hui la nostalgie de l'unité première. La raison en est que la Raison prend, dans nos sociétés, les traits de la raison technicienne, qui s'intéresse plus aux moyens qu'aux fins et conduit à l'absurde et à la déraison. C'est qu'elle vit sous l'emprise d'une raison supérieure, qui n'est pas la Raison d'État, mais la raison économique, seul "principe de réalité" du capitalisme qui transforme tout en moyen. C'est le règne de la raison aliénée ; une raison à qui ses propres raisons échappent. Quant au sentiment, il est hors du champ de la rationalité. « *Des goûts et des couleurs on ne discute pas* », disent ordinairement les gens... L'art devient l'expression de la «pure» subjectivité individuelle et une activité qui se pense à ce point autonome qu'elle n'a pas d'autre fin qu'elle-même. « *Le sujet de la poésie, c'est la poésie* », dit un de nos contemporains. Coupé ainsi de la pensée rationnelle, le sentiment finit par ne plus pouvoir être partagé.

Et l'art, par ne plus émouvoir... C'est l'histoire réelle de la crise du sens et de la mort, régulièrement annoncée, de l'art.

Le dadaïsme fut un moment bref mais décisif de cette histoire. Dans le *Manifeste Dada* de 1918, mêlées à de nombreuses affirmations volontairement non-sensiques qui illustrent le propos, on trouve quelques formules très claires. En exergue, Tristan Tzara écrit : « *La magie d'un mot – DADA – qui a mis les journalistes devant la porte d'un monde imprévu, n'a pour nous aucune importance.* » Et dans le *Manifeste*, il y revient : « *DADA ne signifie rien.* » Et il précise : « *Je détruis les tiroirs du cerveau et ceux de l'organisation sociale.* »... (Ce qui dit clairement l'attaque contre la division du travail, qu'elle soit sociale, technique ou intellectuelle). Ou : « *Logique serrée par les sens est une maladie organique* »... et, enfin : « *DADA ; abolition de la logique* ».

Cette proclamation prend des allures anarchistes et nihilistes : « *Je suis contre les systèmes, le plus acceptable des systèmes est celui de n'en avoir par principe aucun.* » Et il revendique fièrement ce qu'il nomme le « *je m'en foutisme* »... ●●●



●●● (D'Alfred Jarry à Prévert ou Jean L'Anselme, l'humour est une grande force corrosive de subversion de la raison assise).

Les Surréalistes commenceront par prendre ce flambeau.

Dans le premier *Manifeste du Surréalisme* en 1924, André Breton poursuit sur la lancée de Dada : « *Le procès de l'attitude réaliste demande à être instruit, après le procès de l'attitude matérialiste. (...) la clarté confinant à la sottise, la vie des chiens. ... « Nous vivons encore sous le règne de la logique. »*

Cette révolte contre la logique n'est pas irrationnelle. Ou pas encore. Même s'il y a déjà une inclination. « *Je crois à la résolution future de ces deux états, en apparence contradictoires que sont le rêve et la réalité en une sorte de réalité absolue, de surréalité si on peut dire.* » (Vers la fin, Breton tombera dans l'ésotérisme comme en témoigne ce texte de 1953, *Du surréalisme en ses œuvres vives*, qui invite à se remettre sur le chemin de « *la Gnose, en tant que connaissance de la Réalité suprasensible, invisiblement visible dans un éternel mystère* ».)

Mais, dans sa phase novatrice, le surréalisme se place sous le signe d'une raison dialectique qui cherche à saisir l'unité des contraires, et veut refaire l'unité de l'homme, le désaliéner. « *L'homme propose et dispose. Il ne tient qu'à lui de s'appartenir tout entier, c'est-à-dire de maintenir à l'état anarchique la bande chaque jour plus redoutable de ses désirs. La poésie le lui enseigne. Elle porte en elle la compensation des misères que nous endurons.* »

Et Breton conclut par une formule qui rappelle Rimbaud : « *L'existence est ailleurs* », inscrivant ainsi le surréalisme dans le prolongement du romantisme, qui est toujours nostalgie de l'ailleurs, romantisme toujours nécessaire mais toujours guetté par l'idéalisme qui consiste à opposer l'Idéal au réel.

Le grand mérite, toujours actuel, du surréalisme aura été, sous l'influence notamment des idées de Freud, de réintégrer la part obscure de l'être humain, la part du désir, cette part de l'inconscient qu'une certaine tradition de clarté classique a eu tendance à refouler.

Mais son erreur ou sa limite aura été de faire de cet inconscient une source

magique et pure, innocente. Comme le note Brecht, les sentiments ne sont pas plus infaillibles que la conscience. L'inconscient n'est pas plus pur que la conscience. Il n'est pas à l'abri de l'idéologie dominante, des manipulations et des stigmates d'une société fondée sur l'exploitation et l'aliénation.

Déjà le fascisme avait montré ce que pouvait donner le recours à l'inconscient et aux mythes. Depuis, de Marcuse à Clouscard, plusieurs penseurs qui s'inscrivent dans la lignée du marxisme, ont analysé comment le « *capitalisme libidinal* » avait su exploiter le désir, non seulement pour élargir la sphère de la marchandise, mais ce faisant pour obtenir le consentement à la domination, une moderne « *servitude volontaire* ».

Agir contre l'aliénation, passe aujourd'hui par le développement d'une Raison nouvelle, non séparée, à la fois dialectique et morale, en ce qu'elle s'intéresserait non seulement aux moyens mais aussi aux fins. Et d'un art, ou d'une poésie aussi non séparés, capables de réunifier raison et sensations.

● Francis Combes



Τυροπιτάκια

Fraude fiscale d'État

Les médias nous ont rebattu les yeux et les oreilles sur la fraude fiscale en Grèce. Pour le dire en peu de mots : un avocat ou un armateur paie moins d'impôt qu'un ouvrier retraité du privé ou un employé des services publics. Il y a un plan grec contre la fraude fiscale. Mais les voies empruntées sont surprenantes.

Katerina a fait la chasse au gaspillage : diminution du nombre de luminaires, arrêt de toutes les veilles d'appareils, remplacement de l'électroménager par des appareils mécaniques quand c'est possible, diminution du nombre de lessives et séchage à l'air libre... Elle a ainsi fait baisser sa facture malgré les augmentations des tarifs et des taxes. Mais elle est désormais assujettie à une nouvelle taxe de 16 % pour "sous-consommation" d'électricité. « À chaque fois qu'on trouve une économie, ils nous la piquent ! ». Sur sa facture d'électricité, seuls 22 des 94 euros réclamés correspondent à sa consommation bimestrielle !



● Nicole Dumitriu-Boitte

Un reportage très instructif a été diffusé dans le cadre de l'émission In vivo intitulé : "Crise grecque : soignants et soignés en souffrance". http://pluzz.francetv.fr/videos/in_vivo_l_integrale_78876809.html

Bienenstich

Images pieuses avec taches d'ombre

Si l'origine sud-américaine du nouveau pape sud-américain et son affichage de «petit-frère des pauvres» sont mis en avant dans les médias allemands, ces derniers abordent également les taches d'ombre qui s'attachent à Jorge Bersoglio, dit François. Sont ainsi évoquées ses propos sur le mariage de lesbiennes ou d'homosexuels, «plan diabolique», ou l'adoption d'enfant par ces couples, un «abus sur les enfants».

Mais ce sont surtout l'attitude pour le moins «ambigüe» de Jorge Bergoglio sous la dictature militaire en Argentine de 1976 à 1983, ses rencontres de responsables de la junte, qu'évoque la presse écrite et audio-visuelle avec plus ou moins de vigueur critique. Un Jésuite «politique» qui a fait carrière pendant cette époque, relèvent certains. Qu'il ait séjourné en Allemagne pour une thèse à l'Université de Fribourg n'est pas nécessairement un signe de «virginité politique», notent d'autres titres.



● Michèle Kiintz

HOMMAGE

Une page de l'Histoire du Venezuela se tourne...



Hugo Chávez est décédé le 5 mars des suites d'un cancer qui l'a affaibli progressivement depuis juin 2011. Cet homme, élu en 1998, était le premier président élu du tournant à gauche que connaît l'Amérique latine. Après une quinzaine d'années de néo-libéralisme, de plans d'ajustement et d'appauvrissement continu des classes populaires, Hugo Chávez a su rompre avec ces politiques et mettre en œuvre des programmes sociaux, les «missions», qui améliorèrent le quotidien des Vénézuéliens en matière d'éducation, de santé ou d'alimentation.

Cette rupture avec le consensus de Washington a conduit le gouvernement d'Hugo Chávez à subir différentes tentatives de déstabilisation entre 2002 et 2005. Les classes possédantes, soutenues par les États-Unis, ont organisé un coup d'État militaire en avril 2002, une paralysie de l'économie entre décembre 2002 et février 2003, un référendum révocatoire en août 2004 ou encore le boycott d'élections législatives pourtant transparentes en novembre 2005. Grâce à la mobilisation des classes populaires, ces tentatives de déstabilisation ont été déjouées.

Le bilan de ces quatorze années de gouvernement demeure contrasté. D'une part, la pauvreté et l'extrême pauvreté ont été divisées par deux, le Venezuela est devenu le pays le moins inégalitaire de la région latino-américaine, une diplomatie alternative autonome des États-Unis a été mise en œuvre avec la création d'organisations telles que l'anti-impérialiste ALBA avec notamment Cuba, la Bolivie et l'Équateur, l'UNASUR avec l'ensemble des pays sud-américains ou encore la CELAC avec tous les pays de l'hémisphère américain à l'exception des États-Unis et du Canada. D'autre part des défis demeurent : la dépendance au pétrole maintient un mode de production fragile, l'absence d'autonomie du mouvement social limite la prise de conscience à la base et le soutien, dans le monde arabe, à certains dictateurs plutôt qu'aux soulèvements populaires est préoccupant.



● Thomas Posado

Images de la semaine



Foutushima

« En une seconde, et en y mettant le prix, on peut faire disparaître toute une histoire, tout un monde... Même un immonde. »

Lucq Quinton

Texte et Collage Rouillé collé de Lucq Quinton (bois, métal rouillé, papier. Format 700 x 170 mm. 9 mars 2013).

● **Altercommunisme, premier "cahier du séminaire Communisme"**, vient de paraître. Il est accessible sur le site www.communistesunitaires.net. Les **prochaines séances du séminaire** sont prévues le samedi 30 mars, avec :



une séance matinale "Qu'est-ce que l'aliénation ? Comment s'émanciper ?", du théâtre en tout début d'après-midi avec la pièce *L'héritage*, de et avec Laurent Eyraud-Chaume (entrée libre), suivie d'une séance "Où est le pouvoir ? Que faire de l'État". Buffet sur place le midi (participation : 10 euros avec inscription préalable obligatoire, à transmettre à oside1@orange.fr ou par texto au 06 89 16 94 77.) Cette journée est ouverte à toutes et tous !

● **Le Parti de gauche** tient son troisième congrès les 22, 23 et 24 mars 2013 à Bordeaux. Son ambition est de « *montrer qu'avec le*



Front de gauche, une autre politique en rupture avec ce modèle social-libéral est indispensable pour empêcher notre pays de sombrer dans la récession, et qu'elle est possible ». Au cours du congrès, le PG présentera ses "thèses pour l'écossocialisme", élaborées suite aux Assises pour l'écossocialisme qu'il a initiées. Ce congrès intervient dans le contexte où le Front de gauche a du mal à donner du souffle à sa campagne contre l'austérité et de relations difficiles avec le PCF. Pour en savoir + : <http://www.lepartidegauche.fr/>

Cerises
 publication de l'Association des communistes unitaires
 - Noyau -
 Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.
cerises@plateformecitoyenne.net
Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr

MEDIAPART



Initié par l'Association des communistes unitaires, le séminaire Communisme a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du 21^{ème} siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Trois séquences le samedi 30 mars

de 9h45 à 18h

à l'AGECA, 177 rue de Charonne - 75011 Paris
métro : Alexandre Dumas (ligne 12) ou Charonne (ligne 9)

◆ 9 h 45 "Qu'est-ce que l'aliénation ? Comment s'émanciper ?"

La plupart du temps, la mise en cause du capitalisme vise les abus des banques, les délocalisations poussées par l'appétit effréné des actionnaires... mais elle n'englobe pas l'analyse des rapports sociaux et la critique globale du fonctionnement de la société.

En quoi le capitalisme fait-il système, modélisant toute la société et les rapports à la nature ? Peut-on considérer les inégalités seulement comme une injustice ou faut-il s'attaquer à l'aliénation en général, à l'exploitation sous toutes ses formes (au-delà donc de l'extraction de la plus-value du travail) ? Qu'est-ce que la lutte des classes et à quelles conditions peut-elle dans le monde actuel mobiliser des capacités d'action nouvelles des partisans de l'émancipation ? Autant de questions qui s'emboîtent et avec les réflexions sur le pouvoir et l'Etat et celles sur le "dépassement du capitalisme" sur laquelle le séminaire Communisme reviendra ultérieurement.

Introduction par Pierre Zarka, animateur de l'Association des Communistes unitaires, et Francis Sitel, membre de Gauche unitaire et participant à l'Observatoire des mouvements de la société (OMOS).

◆ 12 h 30 Buffet sur place, sur inscription



Pour s'inscrire, adresser un mail à André Pacco :
oside1@orange.fr
Participation : 10 € à régler sur place



◆ 13 h 45 Théâtre : *L'héritage* de et avec Laurent Eyraud-Chaume

Au Villard, depuis la mort du vieil agriculteur Joseph Barbayer, tout le monde est en effervescence, à commencer par le conseil municipal. Il y a de quoi : Joseph a légué tout son patrimoine à la commune, à la condition d'y instaurer le communisme... *L'héritage*, conte humain, repose à sa manière la question des chemins d'émancipation. Peux-on transformer la réalité ? Comment réinventer le vivre ensemble ? Quelle place pour la transmission et l'engagement dans nos vies ?
La pièce sera suivie d'une rencontre avec l'auteur et interprète.

◆ 16 h "Où est le pouvoir ? Que faire de l'Etat ?"

Le dépérissement de l'Etat constitue un thème crucial, mais largement sous investi, du débat sur la transformation de la société. De fait, contre toutes les intentions initiales des révolutionnaires du 20^{ème} siècle, le socialisme réel s'est caractérisé par la domination d'Etats autoritaires. Tous, pour confisquer la décision, ont renoncé à élaborer de nouvelles formes de pouvoirs.

Comment faut-il juger l'Etat aujourd'hui, à la fois garant des droits sociaux arrachés par les luttes, masque d'un "intérêt général" qui maintient l'essentiel des inégalités et promoteur des réformes néolibérales partout dans le monde ? Il s'agit de se situer contre l'actuelle hypertrophie des logiques institutionnelles, qui remplace le mouvement autonome des dominés et des exploités. Cependant, une approche de la diffusion des pouvoirs, de la multiplicité de ses instances et des lieux de contradiction entre dépossession et appropriation peut-elle contribuer au dépassement de l'Etat ? Enfin, comment le concevoir sans nier l'importance de disposer d'institutions et de services publics ?

Introduction par Makan Rafatdjou, architecte - urbaniste, et Gilles Alfonsi, animateur de l'Association des Communistes unitaires

Les séances seront enregistrées. Une participation aux frais d'organisation du séminaire (location des salles, publication...) sera possible sur place.

Contact : ACU - Séminaire Communisme - 2 rue Edouard Vaillant - 93200 Saint-Denis
Mail : acu@plateformecitoyenne.net - Pour toute information, rendez-vous sur le site www.comunistesunitaires.net et dans l'hebdo *Cerises* : www.cerisesenligne.fr